



Le Soudan dans tous ses états

Par [Michel Raimbaud](#)

Mondialisation.ca, 16 mai 2023

2A magazine, la voix des non-alignés

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Photo : Des soldats de l'armée soudanaise, fidèles à Abdel Fattah al-Burhan célèbrent la reprise d'une base militaire occupée par leur rival des Forces de soutien rapide (RSF), dans la ville de Nyala, le 18 avril dernier. CREDIT UPI

L'affrontement actuel entre deux généraux ennemis, hier alliés, pourrait dégénérer – si ce n'est déjà en cours – en une guerre civile globale, puis engendrer une nouvelle partition du pays, réplique de celle du sud-soudan intervenue en 2011. L'analyse de Michel Raimbaud, ancien ambassadeur de France au Soudan, écrivain, professeur de relations internationales et fin connaisseur de la région. Nous publions ci-dessous son article paru dans le nouveau mensuel 2A magazine, qui se définit comme la voix des non-alignés.

Trop facilement oublié au sein d'un monde arabe exposé depuis trois décennies aux assauts de l'« axe du Bien », le Soudan a ressurgi à la une de l'actualité le 15 avril dernier, laissant perplexes experts et analystes. Dans les cercles occidentalistes où l'on devrait avoir quelques idées sur la question, on fait semblant de se demander qui peut bien se cacher derrière ce nouvel épisode meurtrier qui a déjà fait des centaines de morts et de blessés.

Du côté des Arabes, on tente de relativiser les « divergences » entre les deux chefs de file du pouvoir provisoire mis en place après le renversement du président Omar al-Bachir, en prison depuis avril 2020. Entre le général Abdel Fattah al-Burhan, numéro un de l'armée soudanaise et du « Conseil souverain de Transition » d'une part, et le général Mohammed Hamdan Dogolo, commandant des « Forces de soutien rapide » et numéro deux du dit Conseil, qui jusqu'ici s'entendaient comme larrons en foire, c'est à première vue le choc des ambitions plutôt que celui des idées qui a conduit à un affrontement aussi violent et soudain...

Il ne faut pas oublier que les deux hommes forts du régime doivent leur pouvoir commun, jusqu'ici partagé, à la mise en veilleuse du processus démocratique engagé dans le sillage de la chute d'Omar al-Bachir en avril 2019 suite à la confrontation entre l'opposition civile (ONG, associations professionnelles, Alliance pour la Liberté et le Changement, partis traditionnels) et les militaires (Conseil militaire de Transition, loyalistes fidèles d'Al-Bachir, forces de sécurité, etc.) et au non-respect par les parties du compromis obtenu en juillet 2019 : un Conseil de Souveraineté mixte de douze membres, mi-civil mi-militaire, était constitué pour trois ans, sous la présidence du général Abdel Fattah al-Burhan, et il était doublé d'un gouvernement civil, dirigé par le premier ministre Hamdouk. En fait, les civils allaient être marginalisés par les militaires qui pourraient ainsi monopoliser le pouvoir.

Les tombeurs d'Al-Bachir ne sont pas sans reproches, à commencer par l'un des deux protagonistes du conflit d'aujourd'hui, Hamdan Dogolo, chef d'une force d'intervention rapide malencontreusement détachée de l'armée régulière. Cet officier, connu sous le

diminutif de Hamidati, s'était déjà fait une réputation au Darfour par ses prestations à la tête des milices gouvernementales « Janjawid », faisant frissonner le monde des ONG. Le litige entre les deux associés, par ailleurs ex-amis, n'a apparemment rien d'une compétition militaire, mais porte plutôt sur la répartition du pouvoir (qui n'est pas très claire du fait de la position ambiguë de Hamidati), et peut-être le contrôle de l'économie : le chef de la force d'intervention rapide avait en effet arraché à Omar al-Bachir le privilège indu de gérer l'extraction et le commerce de l'or soudanais, ce qui n'est pas une mince affaire. Explosif, le conflit recèle pourtant des risques non négligeables. Pour les analystes et experts arabes qui en matière de Soudan ont l'art de deviner l'avenir lorsqu'il est un peu trop tard, l'affrontement actuel entre ces deux généraux assez particuliers pourrait bien dégénérer – si ce n'est déjà en cours – en une guerre civile globale, puis engendrer une nouvelle partition du pays, réplique de celle du Sud-Soudan intervenue en 2011. Cette poussée de fièvre violente et à vrai dire insolite entre les deux ailes du pouvoir militaire de Khartoum a suscité beaucoup d'émotion et encore davantage d'interrogations...

Le règne d'Omar al-Bachir aura occupé près de la moitié des soixante-quatre années du Soudan indépendant. C'est assez pour que l'on puisse parler d'un avant et d'un après. Certes, quand ils surgissent en 2010-2011, les « printemps arabes » épargnent le Soudan, mais celui-ci en a déjà expérimenté les sortilèges. Il est morcelé comme l'Irak, il a connu la guerre civile, 2 millions de morts et 6 millions de déplacés. Catalogué « État-voyou », il figure depuis 2001 sur la liste des sept pays que l'Amérique veut envahir et détruire en cinq ans (cf. le général Wesley Clarke). Le Soudan islamiste est en mauvais termes avec quasiment tous ses voisins, à commencer par l'Égypte. Du bilan d'Omar al-Bachir, on retiendra la sécession du Sud-Soudan, dont il sera tenu pour responsable, et qui donnera des idées aux « Amis du Soudan », ceux qui l'aiment tellement qu'ils en voudraient plusieurs. Le puissant lobby, créé à Washington au sein même du pouvoir néoconservateur et sioniste par les exilés éthiopiens, sud-soudanais et assimilés, qui a créé de toutes pièces le projet « Sud-Soudan », envisagera aussitôt de répéter ailleurs l'opération réussie. À peine délivré du problème sudiste, Al-Bachir sera donc confronté à une nouvelle tentative séparatiste au Darfour, où l'on fera la connaissance de Hamidati, chef de milice, et où fleurira une campagne impressionnante qui vaudra au président soudanais d'être condamné par la Cour pénale internationale. Mis à l'écart par les Arabes et les Africains, il aura « trahi » ses soutiens les uns après les autres : l'Iran d'abord, mais aussi par la suite tous ceux dont il aura recherché l'appui, le Qatar, l'Arabie, la Turquie...

Vers la fin de son règne, d'une façon surprenante, Omar al-Bachir se tournera vers la Syrie : en décembre 2018, il se rend à Damas pour une visite officielle de deux jours. On suppose qu'il s'agit de préparer la normalisation des relations avec le gouvernement syrien, après qu'un accord secret ait été signé avec la Russie en vue de l'établissement d'une base militaire à Port-Soudan, sur la mer Rouge. Ce voyage annonciateur d'un renversement d'alliances semble avoir sifflé le début de la « révolution soudanaise », soutenue par les États-Unis, et peut-être par les Émirats arabes unis. Alors qu'il s'apprête à fêter ses trois décennies de pouvoir et à briguer un nouveau mandat présidentiel en 2020, la contestation entre dans une phase décisive balisée par des manifestations, la révocation du gouvernement, la répression et l'état d'urgence : le 11 avril 2019, Al-Bachir est destitué par un coup d'État de ses pairs militaires, qui ont cueilli à temps les fruits d'un mouvement contestataire confus, aux relents de faux printemps arabe... La page est tournée pour le Soudan islamiste, mais tout est mis en place pour la déstabilisation de toute la région.



- Exode des étrangers et des civils soudanais fuyant les combats. CREDIT CHINE NOUVELLE

Les desseins de l'Amérique

Depuis l'éviction d'Omar al-Bachir, le 11 avril 2019, le Soudan, qui a des frontières avec sept pays, est devenu la plus importante base de la CIA sur le continent africain, et l'Amérique de Biden a manifestement des projets d'avenir pour la Grande Corne (incluant l'espace soudanais) appelée à devenir la cible d'une nouvelle vague de déstabilisation. Le désordre et le chaos ayant été durablement installés dans le Grand Moyen-Orient par les interventions américaines, directes ou hybrides, la région en question serait vouée à connaître les délices des « printemps ». La Corne est hautement stratégique en raison de la présence des sources du Nil bleu, mais aussi parce qu'elle commande l'accès aux principaux flux maritimes mondiaux via la mer Rouge et le canal de Suez vers la Méditerranée...

Dès son investiture, l'administration Biden s'est mise en ordre de bataille dans la Corne en procédant au regroupement de « l'équipe Feltman », encadrée et dirigée par de sinistres personnages ayant fait leurs preuves durant les « printemps arabes » au Liban et en Syrie, en parfaite collaboration avec la CIA. En février 2021, un fanatique allemand, Volker Perthes, est promu au poste de représentant spécial de l'Onu pour le Soudan, et au mois de juin, le Département d'État nomme Jeffrey Feltman représentant spécial des États-Unis pour la Corne de l'Afrique. Celui-ci assure fièrement sur Foreign Policy que la région aurait le potentiel requis pour générer « une crise régionale de grande ampleur » qui ferait passer la Syrie pour un « jeu d'enfant » : « L'Éthiopie a 110 millions d'habitants. Si les tensions internes débouchent sur une guerre civile généralisée au-delà du Tigré, puis sur un conflit frontalier avec le Soudan, sans compter les tensions liées au "barrage de la Renaissance", toutes les conditions seraient remplies pour envisager la déstabilisation de l'Afrique et de toute la région » (sic).

Le dispositif bénéficiera bientôt des services d'un troisième larron. Fidèle serviteur des États-Unis, musulman, Abiy Ahmed, du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien, promu premier ministre à la tête d'un nouveau parti joyeusement nommé Prosperity, a mis fin, sous l'égide des États-Unis, à une guerre de vingt ans avec l'Érythrée voisine, signant un traité qui a valu à Abiy, pur produit de l'université britannique, le Nobel de la paix. Enfin, pour compléter cette fine équipe, le Département d'État nommera Brett H. McGurk à la tête du Conseil national de sécurité pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord. Précédemment secrétaire d'État adjoint pour l'Irak et l'Iran (de 2014 à janvier 2016), cet individu avait sévi en Irak en 2004 comme conseiller de l'ambassadeur John Negroponte et du général David Petraeus, chargé d'organiser la guerre civile entre les sunnites et les chiites...

Comment saisir l'ampleur des projets du vieux Joe sans évoquer l'instabilité chronique qui sévit au Tchad, extension arabisée de l'espace soudanais. Depuis l'assassinat d'Idriss Deby, c'est le Conseil militaire de Transition (CMT) qui maîtrise avec peine la situation. Mais l'appareil « mondialiste », en l'occurrence les ONG (CCFD, Terre solidaire, Agir ensemble pour les droits humains, Misereor [catholiques allemands], Acat [Action des chrétiens pour l'Abolition de la Torture]), veille au grain. En témoigne le zèle du Parlement européen qui exige un « processus démocratique pluraliste », un retour à « l'ordre constitutionnel » « le respect des valeurs démocratiques », et la remise du pouvoir aux « acteurs de la société civile ». L'histoire du Tchad n'a jamais été un long fleuve tranquille.

L'« axe du Bien » et les « complotistes » de service au Soudan, les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël, sont résolus, malgré leurs échecs, à poursuivre par le biais de guerres hybrides l'entreprise de démembrement du « Grand Moyen-Orient » en y semant le chaos, y compris dans ses extensions, notamment la Corne de l'Afrique et l'espace soudanais. Si l'on considère l'aggravation rapide de la tragédie actuelle en quelques jours seulement et l'intérêt que lui portent les adeptes habituels de l'ingérence, il ne faut pas être grand clerc pour deviner qui est dans le trou du souffleur...

La normalisation avec Israël

Nombreux sont les leaders du mouvement national qui déplorent encore d'avoir mésestimé l'importance géopolitique du Royaume des deux Nils pour le monde arabe et de ne pas avoir retenu les mises en garde des théoriciens du baathisme : à l'instar du Sud mauritanien sur les rives du Sahel, et du Kurdistan d'Irak aux marges du Proche-Orient arabe, les confins méridionaux de l'immense Soudan constituent d'emblée la troisième - et non la moindre - ligne de fragilité du monde arabe.

Si le Soudan est dans le collimateur des « néocons » étasuniens depuis 1991, il constitue une préoccupation majeure pour Israël depuis son indépendance en 1956. On a évoqué à ce propos le triomphe obtenu avec la sécession du Sud intervenue en 2011, puis les visées sur le Darfour. Mais on ne saurait trop souligner que la « chute » du régime d'Al-Bachir a ouvert de nouveaux horizons aux ambitions de Tel-Aviv. Voilà un nouvel État arabe conquis par les charmes de l'abrahamisme avec le zèle des nouveaux convertis... Jadis connu comme le « pays des trois non » à Israël (non à la négociation, non à la reconnaissance, non à la paix), le Soudan a cru avoir trouvé le remède miracle à ses problèmes en cédant aux pressions des États du Golfe, bien que l'accord abrahamique ait eu un effet modeste (mais certain) au Soudan. Le miracle survient en fin d'année et le pot aux roses est découvert le 14 décembre 2020 : un Trump en fin de course annonce que le Soudan est retiré de la liste des États terroristes et qu'il normalisera ses relations avec Israël : le 6 janvier 2021, lors d'une visite à

Khartoum du secrétaire au Trésor Steven Mnuchin, l'accord abrahamique est signé, tandis qu'est accordée une aide financière américaine inédite (un milliard de dollars par an pour rembourser la Banque mondiale). Tel était donc le remède miracle pour guérir les problèmes du Soudan, ex-pilier du « front de la fermeté » arabe. Les acteurs de la « révolution soudanaise » dans sa deuxième vague auront donc mis au frais Omar al-Bachir, mais ils auront renié les principes traditionnels de leur pays. Il est joli de faire ami-ami avec l'oncle Sam et de mourir d'amour pour l'État juif, mais il faut avoir en tête qu'ils n'ont pas d'amis, surtout parmi les Arabes.



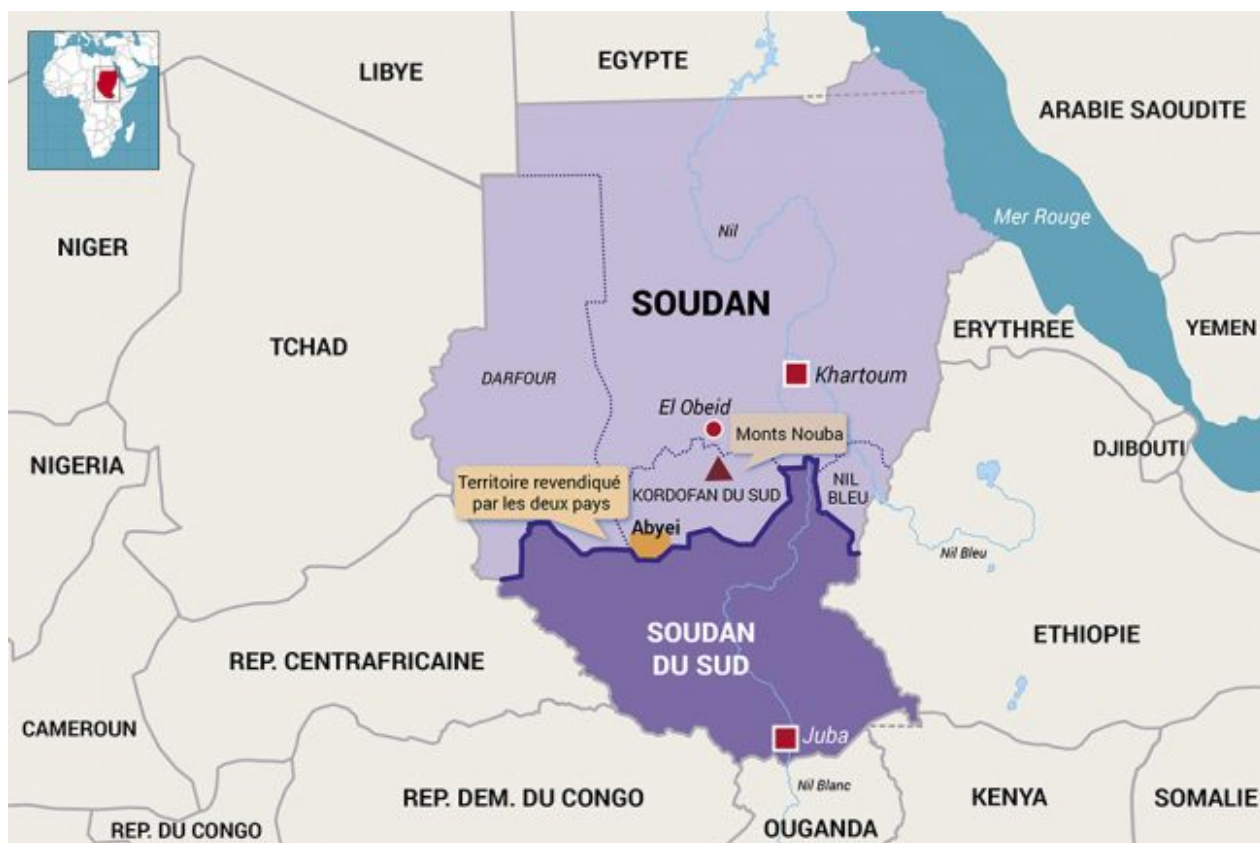
- Le jeu américain croqué par le dessinateur brésilien Latuff.

L'Égypte, visée au premier chef, n'a qu'à bien se tenir, face au refus du premier ministre éthiopien de négocier avec Le Caire et Khartoum un compromis sur la construction du barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD). Celui-ci assure à l'Éthiopie la satisfaction de ses besoins en énergie, mais suscite l'inquiétude du Soudan et de l'Égypte en les privant partiellement de l'eau du Nil. Construit à trente kilomètres de la frontière soudanaise, sur le Nil bleu qui fournit à lui seul 85 % du débit du grand fleuve, le chantier du barrage géant a été lancé en 2011 pour un coût estimé à 4,9 milliards de dollars. Or, pour 110 millions d'Égyptiens, le Nil Bleu est l'unique source d'eau. L'Égypte a demandé l'intervention des Nations unies, que le premier ministre éthiopien rejette d'emblée. Le remplissage du

barrage, qui prendra de cinq à sept ans, a été lancé, bien que l'Égypte ait menacé d'une action militaire. Loin est le temps où un avertissement du Caire faisait reculer le voisin téméraire...

La Russie ne saurait être absente de cette équation à multiples inconnues. Ne dit-on pas avec insistance que, dans le duel Al-Burhan-Hamidati, elle pencherait vers le second, commerce de l'or et bases militaires obligent ? Mais en réalité, elle a des positions bien dosées et mise résolument sur la stabilité, gardant une position neutre entre les deux généraux : le ministre Lavrov soigne ses contacts. Et les divers acteurs soudanais pourraient bien in fine laisser de côté leurs faux amis occidentaux et ceux qui les ont entraînés dans de tristes aventures pour rejoindre le camp qui a le vent en poupe, attirant vers lui les non-alignés du XXI^e siècle.

Comment réagira la Chine dans cette zone où elle a investi massivement, dans le cadre des « Routes de la Soie », en Éthiopie, en Érythrée, au Soudan et en Égypte, la quasi-totalité du commerce maritime entre la Chine et l'Europe passant par la Corne, le long de la mer Rouge avant d'atteindre le canal de Suez ?... La Chine a accordé plus d'un milliard de dollars de crédits pour le réseau électrique reliant le barrage GERD aux villes d'Éthiopie, elle est de loin le plus grand investisseur étranger avec quelque 14 milliards de dollars dans divers projets en 2018. Elle achète des mines, elle investit tous azimuts, y compris dans les installations portuaires (Massawa), et est omniprésente. Au Soudan, où les compagnies pétrolières chinoises sont actives depuis 1996, la Chine détient des intérêts importants tant au nord qu'au sud. Avec l'Égypte, où le président El-Sissi a officiellement rejoint « la Ceinture et la Route », les liens sont multiples et les investissements atteignent 20 milliards de dollars. Depuis 2017, la marine chinoise exploite la première base militaire chinoise à l'étranger, à Djibouti, dans la Corne de l'Afrique. La Chine mise également sur la stabilité du Soudan et de la région...



Pour leur part, les pays arabes (Égypte, Arabie saoudite, Émirats) gardent pour l'instant une position prudente, quels que soient leurs liens avec les deux factions aux prises, attendant le moment propice pour proposer des initiatives de paix. Il va de soi que l'Égypte se montre extrêmement prudente dans ses approches en raison de la nature particulière de ses relations avec l'ancien condominium, l'instabilité au Soudan constituant pour elle un danger qui la menace dans sa profondeur stratégique. Pour leur part, les Émirats endossent sans complexe leur relation spécifique avec Hamidati, qui ne semble pas leur poser de problème particulier...

Dans ce contexte fluide où les acteurs potentiels veillent à afficher une bienveillante neutralité de « courtiers honnêtes », l'affrontement entre l'Empire néoconservateur et le bloc eurasiatique pour la recomposition du monde ne perd jamais ses droits, et le plan israélo-anglo-saxon reste d'actualité. Toutefois, ce bloc occidental a dû changer son fusil d'épaule : pour contrer au Soudan et dans la Corne la Russie et la Chine, il n'est plus envisageable de compter sur l'Arabie saoudite et les États du Golfe, ou sur l'Égypte, étant donné les changements de cap constatés, souvent surprenants et sans préavis. Mais l'agenda occidental n'est pas abandonné pour autant : il consiste à rechercher l'internationalisation de la crise soudanaise en y introduisant méthodiquement les divergences entre grandes puissances, tout ceci afin de créer un prétexte à l'ingérence occidentale, dans la meilleure des traditions.

Cette crise insolite vient pimenter un cocktail géopolitique d'une ampleur inquiétante. Dans la compétition revisitée entre l'Ouest et l'Est, les Soudanais sont tous sur la même ligne de front, exposés à tous les vents de la géopolitique. L'ébranlement de leur espace s'inscrit dans le remodelage du « Grand Moyen-Orient » rêvé par les néocons américains et mené tambour battant après la chute de l'URSS, mais l'opération est loin d'être parvenue à son terme. Réussira-t-elle, dans un Soudan bien malmené et déboussolé ? Et si, enfin, les Arabes décidaient de sauver leur Soudan, en choisissant leur camp, puisque la recomposition du monde leur offre cette chance ?

Michel Raimbaud

La source originale de cet article est 2A magazine, la voix des non-alignés
Copyright © [Michel Raimbaud](#), 2A magazine, la voix des non-alignés, 2023

Articles Par : **[Michel Raimbaud](#)**

A propos :

Michel Raimbaud, ancien ambassadeur français dans plusieurs pays, auteur de *Tempête sur le Grand*

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca